

E3C : le chaos !

Invité sur France Inter le 19 Janvier, Blanquer affirmait que tout était prêt pour que les Epreuves Communes de Contrôle Continu (E3C) se déroulent dans de bonnes conditions. Depuis le 20 Janvier, date du début des E3C dans de nombreuses académies, les actions des enseignants, élèves et parents d'élèves dans les lycées se multiplient.

En Normandie, les grèves de surveillance ou le refus des enseignants de choisir des sujets - dont la plupart, très ambitieux, sont truffés d'erreurs ou inadaptés aux progressions suivies depuis le début de l'année - ont contraint l'administration à reporter certaines de ces épreuves dans plusieurs établissements. Dans d'autres lycées, les élèves ont organisé des manifestations et une majorité d'entre eux ont refusé de composer malgré les mesures d'intimidations de la direction (menace de l'attribution de la note zéro, menace de conseil de discipline, ...).

Là où les épreuves ont néanmoins pu se dérouler (en général grâce au recours de personnels administratifs ou extérieurs au lycée), cela s'est souvent fait dans des situations très chaotiques et de nombreux dysfonctionnements ont été relevés : élèves laissés sans surveillance, communication entre candidats ou utilisation de téléphones portables au cours des épreuves, calculatrices non utilisées en mode examen ou échangées entre candidats, interrogation des candidats sur des parties de programmes non traitées en classe, problèmes techniques lors des épreuves (son sans image),

Blanquer est responsable de cette situation, en ignorant depuis des mois les revendications des enseignants, parents et élèves qui demandent le retour à des épreuves terminales nationales (seules à même de garantir une égalité de traitement des candidats lors du baccalauréat). Suite au chaos des E3C, exigeons l'annulation et la non prise en compte de ces épreuves pour l'obtention du baccalauréat et l'accès aux formations supérieures via Parcoursup.

Stéphane FOURRIER, Lycée Jean Prévost, Montivilliers.

**POUR NOUS
CONTACTER**

LE HAVRE

veronique.ponvert@orange.fr
stephanie_moi1980@yahoo.fr

ROUEN

pierre.berche@univ-rouen.fr

**PONT-AUDEMER
LOUVIERS**

pascal.adams@wanadoo.fr
alexis-rousselin@orange.fr

Tous et toutes ensemble, poursuivre la mobilisation !

Un mouvement qui se construit dans la durée ...

Depuis le 5 décembre, le mouvement contre la réforme des retraites se poursuit. Portée pendant plus de 45 jours par la grève reconductible des salarié-es de la RATP et des cheminot-es, la mobilisation a réussi à franchir le cap des fêtes de fin d'année. Les enseignant-es sont également très présent-es.

Même si les secteurs en grève reconductible n'ont pas été rejoints par d'autres, et ont donc repris le travail, ce mouvement ne s'arrête pas ...

La journée du 24 janvier a été l'occasion de manifestations très importantes, à la hauteur de celles de décembre pour notre département. Une partie de la jeunesse s'est également mobilisée lors de cette journée!

Partout en France, la mise en place d'actions diverses, des retraites aux flambeaux aux murages d'inspections par des manuels scolaires en passant par les flashmobs féministes, démontre la créativité et la combativité des salarié-es.

Un gouvernement sourd et aveugle...

Le soutien au mouvement social en cours reste majoritaire, le retrait de la réforme des retraites reste demandé par une grande partie de la population.

En refusant d'entendre cette revendication, et même de négocier quoi que ce soit, le gouvernement et la majorité parlementaire sont de plus en plus impopulaires. Pas une cérémonie de vœux, pas une sortie d'un des membres du gouvernement ne peut se dérouler sans des cordons de CRS entre eux et la population...

En lutte jusqu'au retrait !

Une nouvelle journée de grève et de manifestations est appelée par l'intersyndicale nationale pour le 6 février. Cette journée doit permettre d'entretenir la mobilisation, tout comme la multiplication d'actions qui se déroulent depuis plusieurs semaines.

Mais pour redonner un véritable second souffle au mouvement, nous devons préparer une journée de grève massive, majoritaire, à une échéance suffisamment lointaine pour pouvoir y entraîner l'ensemble des secteurs, le public comme le privé, les retraité-es, les privé-es d'emplois et la jeunesse, et en faire une véritable journée du tous et toutes ensemble !

Stéphanie RIO, École maternelle Mont Lecomte, Le Havre.

**En grève et dans la rue
le jeudi 6 février !**

Rouen : 10h30, cours Clémenceau

www.ecoleemancipee.org

« C'est qui les menteurs ? »

« L'école de la confiance » chère à Blanquer prend l'eau de toute part. Entre personnels de l'éducation et hiérarchie, la rupture est largement consommée, l'exaspération se fait entendre comme jamais. On ne voit rien qui pourrait redonner aux « chefs » - petits ou grands - une quelconque légitimité aux yeux de la profession.

Et ce qu'ils en disent eux-mêmes ne va pas les y aider...

On peut en effet lire sur le site du syndicat majoritaire des chefs d'établissements de l'académie de Rouen, le SNPDEN, une allocution interne en date du 13 janvier dans laquelle - en toute candeur - il est affirmé :

"De plus en plus souvent notre loyauté nous conduit à mentir.

- Mentir aux personnels lorsque nous leur affirmons que la réforme du baccalauréat va dans le sens d'une simplification, que la réforme du lycée ou la transformation de la voie professionnelle ne sont pas commandées par la recherche d'économies de moyens alors que les DGH qui viennent de tomber administrent la preuve du contraire,

- Mentir aux usagers en leur vendant les téléservices comme la simplification assurée, les PIAL comme un gain en efficacité dans la prise en charge de leurs enfants.

- Se mentir à nous-mêmes lorsque nous finissons par croire que notre ministre a une haute considération pour les personnels de direction. Nous n'oublions pas que notre ministre appartient à un gouvernement qui, par pure idéologie, a mis à bas le paritarisme."

S'il s'agissait d'un sursaut moral tardif, on pourrait s'en féliciter. Cela se trouve, c'est effectivement le cas pour certains d'entre eux. Mais au même moment, après un peu de vague à l'âme, quelques secondes de doute ou quelques heures d'insomnie, ces mêmes chefs d'établissement se permettent ces jours-ci à peu près tout et n'importe quoi pour faire passer coûte que coûte les épreuves E3C dont personne ne veut, organisent le remplacement des collègues en grève, appliquent, couvrent, camouflent et justifient les consignes les plus aberrantes, et passent le relais de ces mensonges ministériels aux professeurs pour transmission aux élèves et familles, menacent les récalcitrants de sanctions disciplinaires, tout en avouant parfois leur gêne, honte ou consternation.

De quoi perdre le nord.

Nous, nous gardons le cap. Celui de l'intérêt des élèves, du service public, des personnels qui n'en peuvent plus des menteurs, petits ou grands.

Pascal ADAMS, Lycée Jacques Prévert, Pont-Audemer.

Mobilisation dans les facs : les précaires à l'offensive !

Depuis la reprise du mois de janvier, la mobilisation dans les universités a enfin pris une nouvelle dimension avec des modalités très diverses et inventives (flashmob, cérémonies de vœux alternatifs, grève des revues scientifiques...).

La coordination des universités qui s'est déroulée le week-end du 1 et 2 février à St Denis a réuni près de 700 personnes, des personnels pour l'essentiel, dont un très grand nombre de précaires.

Le secteur qui s'est mobilisé le plus fortement jusqu'ici est celui des sciences humaines et sociales (socio, sciences politiques...) suivi par les maths et maintenant des secteurs très peu militants comme le droit et les sciences expérimentales.

Les motifs de cette colère concernent évidemment les retraites puisque la réforme aurait des conséquences dramatiques dans une profession où l'entrée dans un métier stable se fait en

moyenne à 35 ans, mais cela concerne aussi la future loi de programmation pluriannuelle de la recherche qui, sous couvert d'augmenter le budget dédié à la recherche (mais pas à l'enseignement supérieur !) vise à dénaturer les statuts des personnels et à développer encore la précarité.

Comme en 2009 contre les conséquences de la LRU, des collectifs de précaires se constituent dans les facs et exercent une pression salutaire sur les personnels titulaires et les directions de labos ou de facs qui s'accommodent de la multiplication de ces contrats pourris. Et de nombreuses voix se sont déjà élevées contre la LPPR : facs, labos, départements, sociétés savantes, sections CNU,...

L'enjeu est maintenant de réussir à transformer ce mouvement porté par les précaires et soutenu par les syndicats de l'enseignement supérieur en un mouvement d'ensemble qui, malgré la faiblesse du syndicalisme étudiant, pourrait permettre aux étudiant.e.s d'entrer massivement dans la bagarre.

Pierre-Emmanuel BERCHE, Université de Rouen.

Renouveau des AG

Depuis le 5 décembre, nous avons assisté à une renaissance des AG de grévistes au sein du secteur éducation. Elles ont été très fréquentées à Rouen pendant les grands jours de mobilisation (150 participants au plus fort) et placées sous le signe de l'efficacité : chaque AG s'est terminée avec un communiqué sur les actions en cours et à venir, souvent une feuille de route, et un précieux agenda des luttes relayant l'ensemble des rendez-vous de la semaine. Cette fréquentation forte a insufflé de la diversité, et une évolution des modes d'actions. Une framaliste a permis de diffuser à chaud des nouvelles quasi en temps réel, des actions, des initiatives, des échanges, des retours des AG d'établissements, qui elles-mêmes ont vu souvent leurs propres moyens de communication et de mobilisation s'accroître.

L'AG naît d'un désir d'unir ses forces, de construire collectivement la conjonction d'actions dans un souci d'efficacité. Elle permet de se ressourcer au milieu de camarades engagés tout en se confrontant à leurs vues, à leurs critiques. Elle reste un lieu de décision, de soutien, d'entraide, d'échanges de pratiques, de mise en commun d'idées, de mise en commun d'outils divers.

Au Havre, depuis le 5 décembre, l'organisation des temps forts suit un même scénario : réunions préparatoires intersyndicale interpro et intersyndicale éduc (FSU, CGT, SUD, FO), puis le jour de la grève AG Educ avant la manif, AG Interpro après la manif. Les AG Educ fonctionnent bien car l'intersyndicale les prépare, avec des interventions très courtes, de manière à laisser le temps aux interventions de la salle. Elles ont réuni entre 100 et 250 personnes.

Les jours de grève minoritaires entre les temps forts, nous réunissons également une AG Educ qui décide de l'organisation de la journée : tracts, participation aux actions interpro, visite aux cheminots, avec même un blocage de train le 6 janvier, organisation de visites d'établissements premier et second degré. Ces visites ont marqué ce mouvement car une partie des collègues y participant n'avaient jamais fait une telle chose et redoutaient d'aborder des collègues non grévistes. Ils ont été finalement enthousiastes car bien accueillis ! Environ quarante collègues se sont également retrouvés lors de deux occupations d'établissements.

Nous avons ainsi réussi à associer des grévistes à l'organisation de leur grève même si celle-ci repose encore essentiellement sur les militants syndicaux. Il s'agit maintenant de parvenir à élargir à un plus grand nombre de collègues cette prise en main de leur mouvement.

Aurélien MOUCHET, Collège Eugène Noël de Montville et Christophe HAMON, ZIL Le Havre.